

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 COLOMIERS

COLOMIERS, le 19/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ASTEO (unité d'incinération des boues)

Usine de Ginestous - Garonne
2 chemin de Daturas - BP10503
31205 Toulouse

Références : 2022-1107
Code AIOT : 0006802369

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2022 dans l'établissement ASTEO (unité d'incinération des boues) implanté Usine de Ginestous - Garonne 2 chemin de Daturas - BP10503 31205 Toulouse. L'inspection a été annoncée le 15/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASTEO (unité d'incinération des boues)
- Usine de Ginestous - Garonne 2 chemin de Daturas – BP10503 – 31205 Toulouse
- Code AIOT : 0006802369
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ASTEO sur le site de la station d'épuration de Toulouse Ginestous, une usine d'incinération des boues de la station pour une capacité autorisée de 8000 t/an exprimée en matière sèche, constituée de 2 lignes d'incinération d'une capacité de 0,9 t/h de matière sèche par

ligne (3,6 t/h de boues par ligne).

L'usine d'incinération des boues relève de la législation des installations classées et son exploitation est réglementée par un arrêté préfectoral pris le 19/01/2001 modifié en dernier lieu le 19/02/2020. L'installation relève également de la directive « IED ».

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets atmosphériques
- dossier de réexamen IED

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article 3.2.3
3	Réexamen IED	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2
5	Émissions et envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article 3.1.4

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
4	Réexamen IED	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de la visite, l'inspection a relevé 3 faits susceptibles de suite pour lesquels des justificatifs sont attendus concernant :

- le respect de la vitesse minimale d'éjection des fumées,
- la substitution de la surveillance en continu des émissions de mercure dans les fumées par des mesures ponctuelles,
- l'étanchéité du silo de stockage des cendres volantes.

L'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données à la suite de la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article 3.2.3							
Thème(s) : Risques chroniques, Vitesse d'éjection des fumées							
Prescription contrôlée : Les rejets atmosphériques issus de la combustion des déchets sont effectués par les conduits ci-dessous, localisés dans la cheminée. Les caractéristiques des conduits d'émission à l'atmosphère des effluents générés par l'incinération des déchets, les débits maximaux de rejet ainsi que la vitesse minimale d'éjection des effluents répondent aux dispositions ci-dessous. [...].							
<table><tr><td>Installations raccordées</td><td>Vitesse minimale d'éjection</td></tr><tr><td>Four d'incinération ligne 1</td><td>12 m/s</td></tr><tr><td>Four d'incinération ligne 2</td><td>12 m/s</td></tr></table>		Installations raccordées	Vitesse minimale d'éjection	Four d'incinération ligne 1	12 m/s	Four d'incinération ligne 2	12 m/s
Installations raccordées	Vitesse minimale d'éjection						
Four d'incinération ligne 1	12 m/s						
Four d'incinération ligne 2	12 m/s						
Constats : Les résultats de l'autosurveillance des rejets atmosphériques que transmet l'exploitant montrent que la vitesse minimale d'éjection des fumées n'est pas constamment respectée (moyenne des vitesses moyennes 1/2h du four 1 = 11,6 m/s et du four 2 = 10,2 m/s sur l'année 2022) Lors de la précédente visite d'inspection, l'exploitant avait indiqué prévoir la mise en place d'un venturi. L'exploitant explique que la société ayant effectué le devis a depuis été rachetée ce qui a retardé l'opération. L'exploitant précise également que les fours ne fonctionnent pas au nominal du fait, désormais, de l'introduction de boues digérées. Il indique que le changement des centrifugeuses devraient améliorer la situation (augmentation de la siccité), mais que cela n'est pas encore mesurable pour le moment. L'exploitant prévoit un fonctionnement au nominal avec les nouvelles centrifugeuses d'ici 1 mois, et déterminer le dimensionnement du venturi qu'à partir de ce moment-là.							
Type de suites proposées : Susceptible de suites							
Délai proposé : 1 mois							

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales de la surveillance des rejets
Prescription contrôlée : [...] « L'installation correcte et le fonctionnement des équipements " de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux " sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR. »
Constats : Les résultats du dernier QAL2 ont été présentés. Ces résultats amènent les observations suivantes :

<p><u>Pour le four 1</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - NOx : RAS - NH₃ : essayer de faire varier davantage les teneurs en NH₃ (cf. notamment dépassement du contrôle externe de décembre 2022) - HCl : les concentrations mesurées étant trop faibles, l'organisme de contrôle a recours à un gaz étalon, mais une seule mesure est réalisée entraînant par conséquent un coefficient de correction de 1 → prévoir plusieurs mesures - test de variabilité du CO non conforme - poussières: les données ne sont pas assez dispersées (mais l'exploitant le justifie par le fait qu'il lui est difficile de simuler des émissions de poussières) - SO₂ : test de variabilité non conforme <p>À l'issue du contrôle l'exploitant a procédé au ré-étalonnage de ses appareils de mesure (réglage à + 3 ppm pour le SO₂ et le CO (soit + 10 mg/Nm³ avec teneur O₂))</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de prendre en compte les observations ci-dessus lors du prochain QAL2.</p> <p><u>Pour le four 2</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - test variabilité du CO non conforme également - RAS pour les autres paramètres <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 3 : Réexamen IED

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques – Suivi du mercure
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans son dossier de réexamen, l'exploitant demande à ne pas suivre en continu les rejets de mercure sans toutefois justifier davantage sa demande.</p> <p>Il lui est donc demandé de transmettre les éléments suivants à l'appui de sa demande :</p> <ul style="list-style-type: none"> - analyses mensuelles des teneurs en mercure dans les boues centrifugées sur une période d'au moins 2 ans - la corrélation des résultats attendus avec les teneurs en mercure mesurées dans les fumées en sortie de cheminée et dans les REFIB (bilan massique).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Délai proposé : 3 mois

N° 4 : Réexamen IED

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques – Suivi du HF
Prescription contrôlée : 4) La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut être remplacée par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que la valeur limite d'émission fixée n'est pas dépassée et s'il est établi que le niveau des émissions de HCl est suffisamment stable. Il n'existe pas de norme EN applicable à la mesure périodique de HF.
Constats : Dans son dossier de réexamen, l'exploitant demande à ne pas suivre en continu les rejets de fluorure d'hydrogène en justifiant sa demande par les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- traitement du HCl au bicarbonate déjà en place- les résultats d'autosurveillance de ces 3 dernières années transmis à l'inspection ne montrent aucun dépassement des émissions de HCL de la VLE autorisée (émissions très inférieures à la VLE). L'inspection considère que ces éléments ne nécessitent pas de justification complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Émissions et envols de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2009, article 3.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Visite de terrain
Prescription contrôlée : Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. [...]
Constats : Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté des envols de cendres volantes au niveau du silo de stockage. Il est demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs attestant des réparations effectuées pour rétablir l'étanchéité du silo.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Délai proposé : 1 mois